

Fédération Syndicale Unitaire

Éducation Enseignement Recherche Culture Formation Insertion

169 bis, avenue Jean Jaurès 47000 Agen

06 83 13 04 71 | fsu47@fsu.fr | fsu47.fsu.fr

Déclaration de la FSU 47 au CTSD réuni le 03 septembre 2020



Les enseignantes et les enseignants aiment leur métier. Heureusement, sinon il serait impossible à vivre. Mais il est inquiétant d'être dirigé-es par un ministre qui n'apprend rien des leçons du passé, ce qui est un comble en la matière. La défiance exprimée des enseignant-es envers leur ministre est un des symptômes de cette inquiétude.

Malheureusement, force est de constater que les dernières rentrées se suivent et se ressemblent en matière d'impréparation du côté du ministère de l'Éducation nationale, d'improvisation et de morgue à l'égard des enseignant-es de la part de quelqu'un qui devrait représenter ses personnels.

À côté des risibles mises en scène médiatiques de Jean-Michel Blanquer pendant les vacances, du genre Jean-Michel fait du rappel, Jean-Michel fait du beach-volley, etc, il y a de quoi se demander s'il y a un pilote dans l'avion du ministère à la hauteur de la tâche, des enjeux et des ambitions du système éducatif français et de ses personnels. S'il n'appartient pas par principe à une organisation syndicale de remettre en cause le processus démocratique en demandant la démission d'un ministre, il lui appartient de porter la voix de la profession en rapportant que certains seront, à la fin, voués aux gémonies, à l'instar d'Allègre ou de Darcos en leur temps.

Le nouveau protocole sanitaire des écoles et établissements scolaires a été publié le 26 août. De toute évidence, sa rédaction est guidée par le souci de lever toutes les contraintes qui pourraient limiter l'accès des élèves à l'école. Les personnels vont avoir à naviguer entre les aspects sanitaires, émotionnels, pédagogiques de cette situation hors-normes. Au-delà des analyses politiques, nous attendons de notre administration qu'elle soutienne les collègues face aux inévitables pressions et conflits qui vont surgir, que le travail des équipes soit facilité et non empêché par des directives hors-sol.

La FSU47 regrette l'absence de masque chirurgicaux de type 2 pour les personnes vulnérables lors de la prérentrée. Nous nous interrogeons quant au nombre de masques chirurgicaux qui pourront être délivrés tout au long de l'année : pourront-ils disposer de deux masques par jour ? Nous dénonçons par ailleurs le retour du jour de carence avec la possible disparition des ASA pour les agent-es de la Fonction publique vulnérables à la Covid-19.

Pour ces raisons, la FSU 47 demande la tenue d'un CHSCTD de toute urgence pour lister les problématiques locales et y porter remède.

Le département ne doit-il pas se préparer à une hausse sensible des arrêts de maladie, à un moment où le surnombre en personnels, l'effectif des remplaçant-es et le nombre d'ineats actés dans notre département ne s'annoncent pas suffisants ? La FSU47 demande l'ouverture de la

liste complémentaire afin d'augmenter le nombre de personnels disponibles et injecter de la souplesse dans la gestion des temps partiels et des disponibilités.

Les évaluations nationales standardisées de début CP, CE1, 6^e et seconde, déjà remises en cause en temps ordinaire, car inutiles pour les professionnels, s'imposent à nouveau. Alors que les élèves auront vécu depuis le mois de mars une scolarité particulièrement bouleversée, la rue de Grenelle fait comme si de rien n'était et maintient au calendrier de début d'année ces évaluations. Les items proposés seront, à quelques nuances près, les mêmes que ceux des années précédentes. Ils ne tiendront donc pas compte des conditions particulières d'apprentissage liées à la pandémie. Comment ne pas y voir le reflet de l'obstination ministérielle à poursuivre le recentrage de l'école sur les fondamentaux et sur une conception automatisée et étapiste des apprentissages ? Sur le plan pédagogique, les évaluations nationales et les grilles de positionnement imposées par le Ministère de l'Éducation nationale ne satisfont pas les attentes des personnels, car elles sont chronophages et ne sont pas de nature à lutter contre les nombreuses inégalités engendrées par le confinement. La FSU continue à demander leur abandon et la FSU 47 soutiendra toutes les équipes qui décideront collectivement de les boycotter, ou de se les réapproprier en les utilisant partiellement ou en bloquant la remontée des résultats. Les enseignant·es savent très bien construire leurs outils d'évaluation et d'apprentissage, car ce sont des professionnel·les et pas des lapins de trois semaines. D'autre part nous avons autre chose à faire que de perdre notre temps et celui de nos élèves en ce début d'année hors-normes.

En refusant les aménagements et allègements de programmes demandés par la FSU, le Ministère a démontré une fois encore son refus du dialogue social et son mépris de l'expertise des professionnels du terrain.

Il est illusoire de penser que les « vacances apprenantes » ainsi que le dispositif « Devoirs faits » vont permettre de compenser le retard accumulé par les élèves lors de la période de confinement et pourraient se substituer à des effectifs réduits.

Dans le même champ de notre professionnalisme, les formations constellaires de cinq jours, ciblées en maths et français, qui sont censées venir compléter les animations pédagogiques tous les 6 ans, s'appuient une fois encore sur une vision étriquée des fondamentaux en prenant pour seule référence les guides ministériels. D'autre part nous dénonçons l'inscription automatique de collègues alors que le volontarisme devait être la règle. Les modalités de mise en œuvre et les capacités réelles des conseillers et conseillères pédagogiques à tout assurer freinent également un véritable élan de formation professionnelle.

Par ailleurs et en averses, la production de guides d'accompagnement se poursuit. La parution pour cette rentrée d'un guide sur l'enseignement des mathématiques au CP vient s'ajouter aux nombreux guides déjà publiés. Ces documents ne peuvent pourtant remplacer une solide formation continue réflexive. Quid de la formation continue dans les autres matières, en EPS par exemple ? Il ne sert à rien à un ministère de l'Éducation et des sports de prétendre promouvoir les prochains jeux olympiques en retirant de fait du champ des enseignements du premier degré l'éducation physique en l'abandonnant à n'importe quelle association dans le cadre des 2S2C.

Est-ce que celles et ceux qui ont été nommé·es dans mon école l'ont été dans le respect du barème ? Voici une question entendue à moult reprises cette année auprès de nos collègues. Pour la première fois, il n'est plus possible de le savoir. En effet, les services ne transmettent plus aux représentant·es des personnels élu·es, les barèmes des nominations. Depuis 1968, les commissions administratives paritaires étaient chargées de vérifier le respect de l'équité dans ces opérations fort complexes. Ce travail permettait la correction de nombreuses erreurs. Mais dans l'école de la confiance, la transparence n'est plus de mise et le fait du prince gratte à la porte. Le SNUipp-FSU 47 demande la transmission des informations sur les affectations aux représentant·es des personnels afin de pouvoir faire leur travail et améliorer le sentiment de transparence nécessaire à une bonne ambiance dans les équipes scolaires. La FSU fera campagne pour restaurer le paritarisme afin de rétablir transparence et équité dans le suivi des opérations de carrière, au profit de la bonne marche du fonctionnement du service public.

4000 AESH supplémentaires viendront cette année renforcer les 100 000 déjà en poste dans les écoles élémentaires et maternelles... de quoi légitimer encore davantage la création d'un véritable statut pour ces personnels accompagnants afin qu'ils et elles puissent avoir accès à une véritable formation et à une rémunération digne de ce nom. D'autre part elles et eux ont été les grands oublié·es du monde post COVID, que ce soit en termes de reconnaissance ou d'organisation. Enfin l'opacité actuelle sur l'organisation des PIAL ne les aide pas à se projeter dans leurs missions. Il nous avait été dit qu'il fallait laisser le temps à ce dispositif de montrer son efficacité d'organisation mais visiblement l'analyse que nous faisons de l'inadaptation d'un système piloté par les secteurs de collèges est complètement validée par les témoignages que nous recueillons.

Pour ce qui est des annonces sur la direction, personne ne demande une délégation d'autorité. Encore une fois, le MEN tord la réalité en fonction de ses désirs et propose des services civiques en lieu et place de personnels administratifs, d'augmentation du temps de décharge, d'allègement des tâches et de mise à disposition de matériel pour l'ensemble des équipes d'école. Quant aux revalorisations promises à l'ensemble des personnels, nous attendons de voir quelle sera leur déclinaison concrète.

Nous réitérons notre demande d'une formation, en dehors du cadre statutaire, pour les directrices et directeurs faisant fonction. N'oublions pas que nombre d'entre elles et eux se trouvent parachuté·es sur ces postes !

Enfin, s'agissant du sujet du jour, c'est-à-dire les ajustements de carte scolaire de rentrée, nous demandons conformément à nos demandes antérieures et répétées qu'il ne soit décidé aucune fermeture de rentrée.

Cela ne nous empêchera pas de défendre à tout crin toutes les légitimes demandes d'ouvertures de classe dont nous ferons part lors de nos échanges à suivre. N'oublions pas que c'est le même ministre, tant décrié par ses propres personnels et les syndicats représentatifs, qui récemment lors de la crise sanitaire de la COVID a reconnu les vertus d'effectifs de classes raisonnables.

C'est pourquoi les enseignant·es demandent à ce que l'État fournisse les moyens indispensables pour enseigner dans les meilleures conditions. Les 400 millions d'euros d'ores

et déjà annoncés par le Ministre sont bien en deçà des moyens qu'il faudrait débloquer pour y parvenir.

D'autre part il ne nous a pas échappé que la DSDEN 47 subissait des changements importants dans son organigramme décisionnel. Bien que nous soyons souvent en discussions pugnaces, c'est toujours un souci de transparence et d'équité qui guide notre démarche avant tout. Nous accueillerons donc à notre habitude les nouveaux arrivants en leur souhaitant de bien comprendre les réalités rurales et socio-économiques de notre département ainsi que la grande qualité du lien entre les enseignants et enseignantes qui sont attaché·es à leur métier et prêt·es à le défendre. Le travail des représentant·es des personnels reflète cette volonté de bien faire et nous espérons que les nouveaux arrivants auront à cœur de faciliter leur action. En tout état de cause notre détermination à assurer notre rôle est pleine et entière.

Enfin, nous saluons le travail parfois difficile des personnels administratifs et les assurons du soutien de la FSU47 si ce qui leur est demandé dépasse les limites de leur responsabilité et du volume de travail réaliste.

Pour la suite, la FSU prend toute sa place dans les actions à venir pour construire un meilleur monde, que ce soit dans le cadre intersyndical comme pour le 17 septembre ou dans le cadre du collectif « Plus jamais ça » qui démontre par sa diversité de composition de l'attention portée par la société dans son ensemble aux enjeux de services publics, d'autonomie productive, d'écologie, de lutte contre les discriminations et de démocratie.